

Sélection et hiérarchisation des activités du CSA durant la période biennale 2016-2017

Discussion N. 101 du 22 avril au 13 mai 2014

Vision et rôle

A. VISION

4. Le CSA est et demeure un Comité intergouvernemental au sein de la FAO. Le CSA réformé, en tant qu'élément central du Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, en constante évolution, constituera la principale plateforme internationale et intergouvernementale ouverte, regroupant un large éventail de parties prenantes ayant pris l'engagement de travailler ensemble de façon coordonnée et à l'appui de processus impulsés par les pays pour l'élimination de la faim et la garantie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'ensemble de l'humanité. Le CSA luttera pour un monde libéré de la faim dans lequel les pays mettent en œuvre les directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.

B. ROLE

5. Les rôles du CSA seront les suivants:

i) Coordination à l'échelle mondiale. Offrir une plate-forme de débats et de coordination, afin de renforcer la collaboration entre les gouvernements, les organisations régionales, les organisations et instances internationales, les ONG, les OSC, les organisations de producteurs vivriers, les organisations du secteur privé, les organisations philanthropiques et les autres parties prenantes concernées, en fonction du contexte et des besoins spécifiques de chaque pays.

ii) Convergence des politiques. Favoriser une plus grande convergence des politiques et une coordination grâce, notamment, à l'élaboration de stratégies internationales et de directives volontaires sur la sécurité alimentaire et la nutrition sur la base des pratiques optimales, des enseignements tirés des expériences locales, des apports reçus aux niveaux national et régional et des avis d'experts et opinions des différentes parties prenantes.

iii) Appui et avis fournis aux pays et régions. À la demande des pays et/ou régions, faciliter l'appui et/ou l'émission d'avis concernant l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de leurs plans d'action faisant l'objet d'une prise en charge nationale et régionale pour l'élimination de la faim, l'instauration de la sécurité alimentaire et l'application concrète des « Directives volontaires pour le droit à l'alimentation » qui seront fondées sur les principes de la participation, de la transparence et de l'obligation de rendre compte. CFS:2009/2 Rev. 2 3

6. Pendant la Phase II, le CSA exercera progressivement des fonctions supplémentaires, notamment:

i) Coordination aux niveaux national et régional. Faire office de plateforme pour promouvoir le renforcement de la coordination et de l’alignement des actions sur le terrain, encourager une utilisation plus efficace des ressources et identifier les lacunes de celles-ci. Au fur et à mesure que la réforme progresse, le CSA s’appuiera en tant que de besoin sur les travaux de coordination de l’Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies. Cette fonction s’appuiera sur un principe directeur consistant à tirer parti des structures et des liens existants avec les principaux partenaires à tous les niveaux et à les renforcer. Les principaux partenaires sont notamment les réseaux et mécanismes nationaux pour la sécurité alimentaire et la nutrition, les équipes nationales des Nations Unies et d’autres mécanismes de coordination comme l’Alliance internationale contre la faim et ses alliances nationales, des groupes thématiques sur la sécurité alimentaire, des organes intergouvernementaux régionaux et un grand nombre de réseaux de la société civile et d’associations du secteur privé opérant aux niveaux national et régional. Dans chaque cas, il conviendra d’établir la nature des contributions fonctionnelles de ces partenaires ainsi que la manière dont le CSA pourrait resserrer les liens et accroître la synergie avec eux.

ii) Promouvoir l’obligation de rendre compte et la mise en commun des pratiques optimales à tous les niveaux. L’une des principales fonctions du CSA a été de « suivre activement l’application du Plan d’action du Sommet mondial de l’alimentation de 1996 ». Des pays prennent certes des mesures pour éliminer l’insécurité alimentaire, mais les programmes spécifiques, tels qu’ils sont présentés, ne facilitent pas nécessairement le suivi quantitatif des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Sommet mondial de l’alimentation. Le CSA devrait aider les pays et régions, selon les besoins, à établir dans quelle mesure on est en bonne voie pour atteindre les objectifs et selon quelles modalités l’insécurité alimentaire et la malnutrition peuvent être réduites plus rapidement et plus efficacement. Cela supposera de concevoir un mécanisme novateur, comportant notamment la définition d’indicateurs communs pour suivre les progrès accomplis en ce qui concerne les objectifs et les actions convenus, en tenant compte de l’expérience acquise au cours d’autres initiatives de suivi¹, par le CSA et par d’autres instances. Les observations de toutes les parties prenantes du CSA devront être prises en compte et les nouveaux mécanismes s’appuieront sur les structures existantes.

iii) Élaborer un cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition, en vue d’améliorer la coordination et de guider les actions synchronisées des nombreuses parties prenantes. Le cadre stratégique mondial sera suffisamment souple pour pouvoir être ajusté en fonction des changements de priorité. Il s’appuiera sur les cadres existants, comme le Cadre global d’action (CGA) des Nations Unies, le Programme détaillé pour le développement de l’agriculture africaine (PDDAA) et les Directives volontaires à l’appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.